



(FRED MERZ/LUNDI 13 POUR LE TEMPS)

Michèle Righetti

Servir l'Etat envers et contre tout

DANS L'OMBRE DE LA POLITIQUE (2/5) Deuxième femme seulement à occuper ce poste, la chancelière genevoise joue un rôle clé d'harmonisation au sein d'un Conseil d'Etat passablement chahuté

SYLVIA REVELLO [@sylviarevello](#)

Elle ne figure pas sur la photo prise lors de la prestation de serment du Conseil d'Etat genevois en mai 2018. Pourtant, la chancelière Michèle Righetti, 49 ans, joue un rôle clé au sein du collège, au demeurant passablement agité ces derniers mois. Voilà deux ans déjà qu'elle occupe ce poste souvent méconnu du grand public, bien que très exposé, et que certains rejoignent à défaut d'une carrière politique. Ce n'est pas son cas. L'amour de la chose publique, la volonté de comprendre les rouages des décisions politiques, voilà ce qui l'a poussée à relever ce nouveau défi après une longue carrière dans l'administration publique. Sur un ton à la fois doux et assuré, elle évoque les grands défis qui l'animent pour le restant de la législature. Née à Genève d'un père égyptien et d'une mère italienne, Michèle Righetti grandit

“
DES LITIGES
AU SEIN
DE COMITÉS
ET DE DIRECTIONS,
J'EN AI CONNU,
ÇA NE ME FAIT
PAS PEUR”

dans un cocon d'expatriés, côtoie des enfants de diplomates et autres fonctionnaires internationaux sur les bancs de son école privée. Dans ses yeux d'enfant comme dans ceux de ses parents, la Suisse est ouverte sur le monde, sa démocratie aussi intrigante qu'insaisissable. C'est à travers le droit que Michèle Righetti découvre les institutions. «Comme mon frère, j'ai choisi cette filière, peut-être pour rendre hommage à ma mère, fervente admiratrice de l'avocate tunisienne Gisèle Halimi», raconte-t-elle, assise dans son bureau au cœur de l'Hôtel de Ville.

A la veille de l'été, une atmosphère fausement paisible règne à la chancellerie. «Avec la crise du coronavirus, de nombreux projets, dont une votation, ont dû être reportés, la rentrée promet d'être animée», sourit-elle en replaçant, du bout des doigts, la broche en forme de scarabée qui orne sa robe turquoise.

Les arcades ombragées de l'Hôtel de Ville, Michèle Righetti n'a pas attendu de devenir chancelière pour les fréquenter. Son diplôme d'avocate en poche, la jeune femme décroche son premier poste en tant que conseillère juridique du magistrat radical Guy-Olivier Segond en 1999. Elle rejoint par la suite le secrétariat général du ministre de la Santé PDC Pierre-François Unger. La santé, thème cardinal à ses yeux, la suivra tout au long de sa carrière. Après un bref passage à l'Office de la détention, en pleine restructuration suite au drame de La Pâquerette, Michèle Righetti rejoint la direction générale des Hôpitaux universitaires de Genève où elle restera trois ans. Dans cette fourmilière où se côtoient plus de 180 métiers, elle comprend que, derrière un dossier, il y a avant tout un patient. «J'ai adoré l'aspect humain du poste, les défis très concrets qu'il suppose, souligne-t-elle. Faire en sorte que le personnel dispose de plus de temps pour les patients, accroître la capacité d'innovation tout en restant maître du corset financier.»

Du gros paquebot HUG, Michèle Righetti rejoint ensuite une embarcation plus grande encore: l'Etat et ses multiples rouages qui la fascinaient adolescente. En cheffe d'orchestre discrète, Michèle Righetti assiste à toutes les séances du Conseil d'Etat, ordinaires comme extraordinaires. Son rôle: assurer la bonne coordination de l'état-major du gouvernement, préparer les décisions et les authentifier de sa signature. «Il faut aimer la prestation publique, bien connaître le fonctionnement institutionnel», confie-t-elle, tout en soulignant accorder peu d'importance au caractère prestigieux du poste.

A la lumière Michèle Righetti dit préférer œuvrer en coulisses. Il n'empêche, elle est la huitième membre du Conseil d'Etat genevois. Comment a-t-elle vécu les bouleversements de ces derniers mois? «Les oppositions sont saines, répond-elle sans sourcilier. Des litiges au sein de comités

et de directions, j'en ai connu, ça ne fait pas peur.» Au-delà des querelles internes et des affaires judiciaires, l'essentiel, à ses yeux, est de garantir la bonne marche des institutions. «La neutralité politique m'aide à faire la part des choses, souligne-t-elle. Je travaille pour les sept magistrats, je me dois d'être impartiale.»

A mi-mandat, Michèle Righetti ambitionne de poursuivre la lutte contre l'absentéisme. «Il est essentiel d'encourager la participation des jeunes, détaille-t-elle. Mon but est aussi de rendre les sujets de votation plus compréhensibles pour les citoyennes et citoyens et donc plus proches de leur quotidien.» Plusieurs enjeux de réorganisation sont par ailleurs au programme de 2020, parmi lesquels la question de la présidence tournante.

Cet Etat qu'on dit parfois trop grand, trop lent, Michèle Righetti lui voue un profond respect. «L'Etat a prouvé sa flexibilité durant la crise du coronavirus, avance la chancelière. Les équipes se sont remarquablement adaptées pour continuer de délivrer les prestations à la population.» Selon elle, les détracteurs de l'Etat sont aussi souvent ceux qui lui demandent d'être infaillible. «Genève se distingue par un nombre élevé de recours, notamment en matière de droits politiques. La culture de l'erreur y est faible et le jugement, facile.»

Besoin de transparence

Expérience faite le 9 mai 2019 avec l'affaire de fraude supposée au Service des votations. Un coup de tonnerre pour la femme de poigne qu'elle est, celle qui a notamment vécu les émeutes de 2014 à Champ-Dollon, une panne des systèmes d'information aux HUG en 2017. «Dès le premier jour, j'ai eu la conviction que les accusations étaient infondées», confie-t-elle. Lorsque le Ministère public balaye finalement les doutes, après une perquisition ultra-médiatisée, elle respire intérieurement, mais le dégât d'image est là. «La chancellerie a traversé une grave crise de confiance, les équipes ont été fortement affectées, déplore-t-elle, soulignant le besoin de transparence. J'ai pour projet d'inviter la presse et la population à suivre le déroulement d'un dépouillement centralisé.»

Sous pression durant toute la pandémie, enchaînant les séances y compris le dimanche, Michèle Righetti a dû mettre sa vie privée entre parenthèses. «On n'occupe pas ce poste pour naviguer uniquement par beau temps, le sens de l'Etat suppose un engagement de tous les instants», souffle-t-elle, avant de retourner à ses dossiers, saluant au passage le «partenariat familial» qui lui a permis de mener tout de front. ■

Demain: Hervé Gullotti, chancelier de Tramelan